

L'économie de la Martinique en 2013 Une activité sans souffle

Après une année 2012 sans croissance, l'économie martiniquaise ne retrouve pas, en 2013, le dynamisme de reprise qui permettrait d'enrayer la progression du chômage et de retrouver les niveaux d'avant la crise de 2009.

L'indicateur du climat des affaires s'améliore, mais les prévisions d'investissement des entreprises restent en retrait : faute de perspectives favorables à moyen terme, les chefs d'entreprise limitent les investissements au renouvellement de l'outil de production. Globalement, la faiblesse de la demande intérieure pénalise l'activité économique.

La conjoncture reste morose dans la plupart des secteurs : la situation demeure difficile dans le BTP ; l'agriculture et l'industrie enregistrent des résultats contrastés ; l'activité commerciale ralentit. Seul le secteur du tourisme connaît un regain de dynamisme en 2013.

En dépit d'un environnement conjoncturel toujours jugé dégradé et d'une croissance du taux de créances douteuses, les banques maintiennent globalement leurs concours au financement de l'économie. L'encours des crédits aux entreprises est toutefois en recul, alors que ceux des crédits aux ménages et aux collectivités est en progression. Parallèlement, la collecte des avoirs de la clientèle reste favorablement orientée.

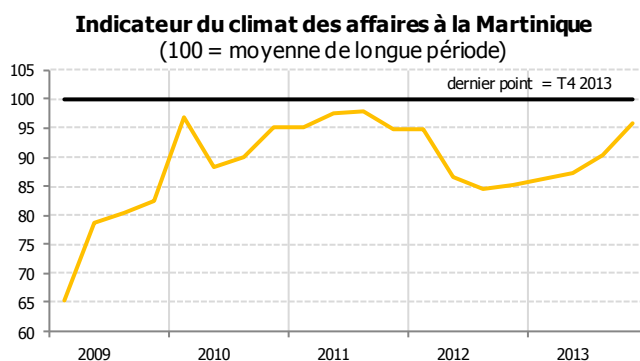
LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE PÉNALISE L'ACTIVITÉ

L'indicateur du climat des affaires s'améliore

Après une dégradation marquée en 2012, l'indicateur du climat des affaires s'améliore sensiblement en 2013.

Il progresse de 10,4 points sur un an mais demeure toutefois inférieur à sa moyenne de longue période. Il s'établit à 95,7 points en fin d'année.

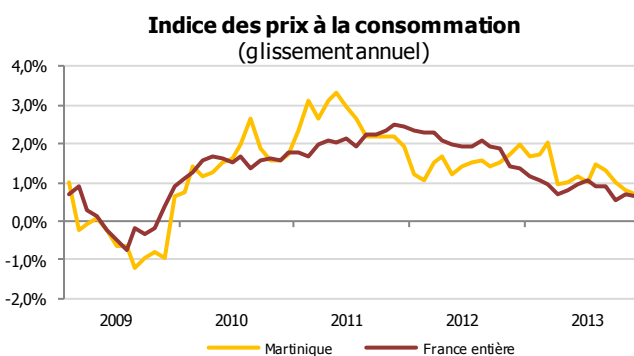
Cette évolution s'explique par une meilleure orientation de l'activité et un moindre pessimisme des chefs d'entreprise en 2013. Ces derniers demeurent toutefois prudents dans un contexte économique peu favorable.



L'inflation est modérée

L'indice des prix à la consommation a peu progressé sur un an (+0,7 % à fin décembre 2013). En moyenne annuelle, l'inflation est de +1,3 % (contre +1,5 % en 2012) légèrement supérieure à l'inflation annuelle moyenne de la France entière (+0,9 %).

Cette évolution tient à la baisse significative des prix de l'énergie (-2,1 %), malgré la hausse des prix de l'alimentation (+1,8 %), des services (+1,1 %) et des produits manufacturés (+0,3 %).

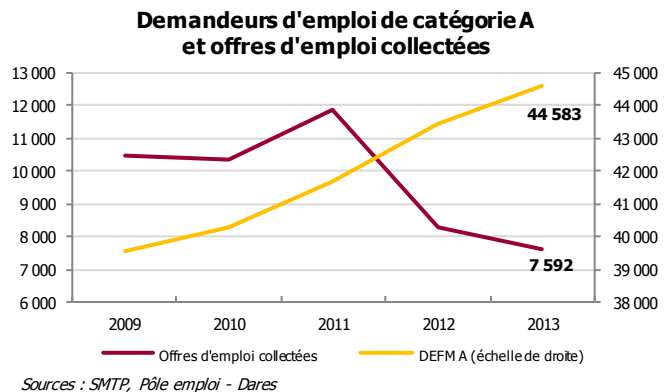


Le marché du travail reste dégradé

Le nombre de demandeurs d'emploi continue de progresser (+2,7 % sur un an) et s'élève à 44 583 en fin d'année. Sous l'effet de la crise, les difficultés de retour à l'emploi s'amplifient, notamment pour les seniors (50 ans et plus) dont les demandes sont en progression (+13,4 %).

Parallèlement, les offres d'emploi continuent de diminuer (-8,3 % en cumul annuel) pour s'établir à 7 592.

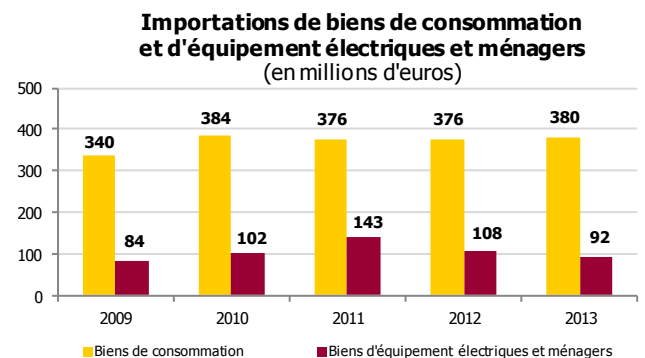
Enfin, le nombre de bénéficiaires du RSA s'inscrit en hausse (+7,0 %), tout comme le nombre d'allocataires de Pôle emploi (+1,4 %).



La consommation des ménages manque de vigueur

La consommation des ménages est peu vigoureuse en 2013. Les importations de biens d'équipement électriques et ménagers et les immatriculations de véhicules de tourisme sont en repli (respectivement -14,4 % et -3,8 %). L'encours des crédits à la consommation des ménages recule également (-2,7 %).

Bien que favorablement orienté, le chiffre d'affaires des hypermarchés progresse moins fortement que l'année précédente (cf. ci-après). Parallèlement, les importations de biens de consommation enregistrent une croissance modeste (+1,2 %), tirée intégralement par la progression des importations de produits manufacturés divers (+4,6 %).

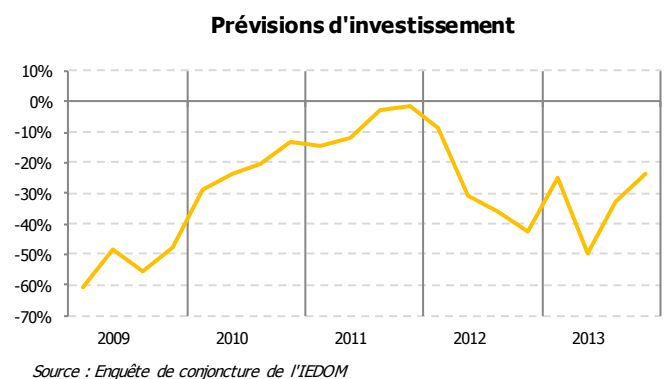


L'investissement reste mal orienté

Les intentions d'investissement demeurent mal orientées.

L'absence de visibilité à moyen terme conduit les chefs d'entreprise à réviser leur politique d'investissement, privilégiant le maintien à niveau de l'outil de production, notamment dans les secteurs des industries agroalimentaires et du BTP.

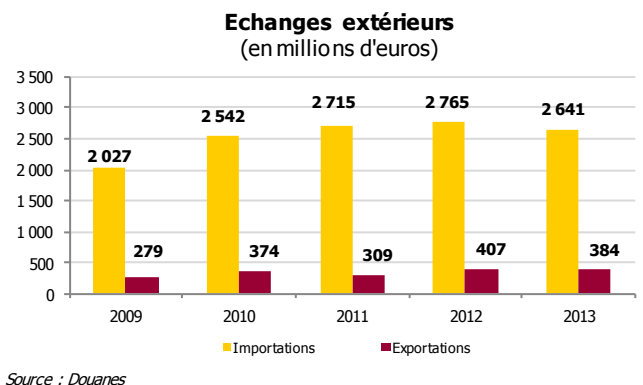
Les importations de biens d'équipement sont en recul (-4,4 %), ainsi que les immatriculations de véhicules utilitaires (-6,0 %). Enfin, l'encours des crédits d'investissement des entreprises se contracte (-2,7 %).



Les importations sont impactées par la faiblesse de la demande

Les importations sont en retrait (-4,5 %), en lien avec la baisse des importations d'hydrocarbures (-35,6 %). La faiblesse de la demande intérieure pèse également sur les importations d'équipements mécaniques et de matériel électrique, électronique et informatique (-9,4 %).

Les exportations sont également en recul (-5,7 %), en raison de la baisse des exportations de produits pétroliers (-13,1 %) vers la Guadeloupe et la Guyane. Toutefois, hors produits pétroliers, elles progressent (+1,9 %), sous l'impulsion des exportations de matériel de transport (+52,7 %) et de produits de l'industrie agroalimentaire (+12,8 %).



L'ACTIVITÉ EST MOROSE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

La situation est mitigée dans le secteur agricole

Au sein de la filière banane, la production est affectée par le développement de la cercosporiose noire, qui impacte les rendements. S'élevant à 155 575 tonnes, les tonnages expédiés sont en retrait (-16,8 % sur un an).

Le secteur de la canne à sucre doit également faire face à une baisse des rendements, ce qui limite la quantité de canne à broyer. Toutefois, grâce à la croissance des surfaces cultivées, le volume de canne récolté (177 921 tonnes) est en augmentation (+1,5 %). Cette évolution bénéficie essentiellement aux distilleries (+5,6 % à 135 050 tonnes), la part dédiée à la sucrerie du Galion (42 872 tonnes) étant de nouveau en baisse (-9,5 %).

S'agissant des filières d'élevage, la production locale de viande progresse (+6,5 %), tirée par les abattages de viande porcine (+9,4 %) et de viande bovine (+4,3 %).

La situation demeure difficile dans le BTP

La crise perdure et la situation reste difficile dans le BTP. Fortement dépendant de la commande publique, ce secteur est pénalisé par un nombre insuffisant de mises en chantier.

Les ventes de ciment sont en recul (-7,6 % à 171 168 tonnes). Ce repli concerne à la fois les ventes en vrac, généralement destinées aux chantiers d'envergure, que les ventes en sacs, traditionnellement orientées vers le marché des particuliers (respectivement -8,2 % et -6,1 %). Par ailleurs, les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel sont défavorablement orientées (-8,8 %).

En revanche, les permis de construire accordés et les logements commencés sont en progression (+29,3 % et +19,8 %). Cette évolution laisse espérer une amélioration de la conjoncture dans les mois à venir.

Le secteur industriel connaît des résultats contrastés

Alors que les industries liées au BTP voient leur courant d'affaires se contracter, les industries agroalimentaires évoluent de manière contrastée. Les exportations de produits agroalimentaires sont globalement en progrès (+12,8 %), mais la production de rhum (81 064 hectolitres d'alcool pur) et de sucre (2 188 tonnes) est en retrait (respectivement -5,0 % et -25,1 %).

L'activité commerciale ralentit

Le manque de vigueur de la consommation des ménages pèse sur l'activité du secteur commercial.

Les ventes d'automobiles sont en retrait (-4,1 %) : 13 018 véhicules ont été immatriculés en 2013. Cette évolution concerne aussi bien les véhicules particuliers (-3,8 %) que les véhicules utilitaires (-6,0 %).

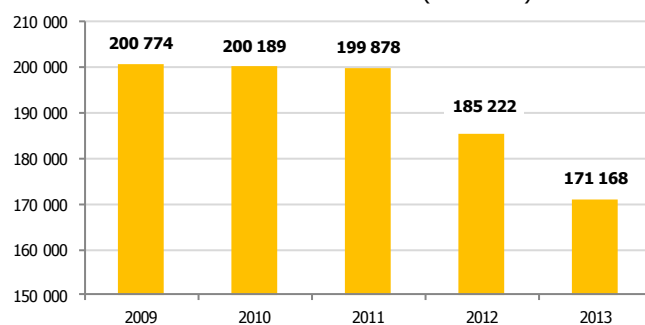
Dans le secteur de la grande distribution, le chiffre d'affaires global des hypermarchés reste orienté à la hausse, mais enregistre une croissance réduite (+2,5 %, contre +5,4 % l'année précédente).

Le tourisme retrouve du dynamisme

En 2013, l'activité touristique connaît un nouveau regain avec une progression de la fréquentation touristique (+1,7 % à 651 808 touristes). Le nombre de passagers débarquant à l'aéroport Aimé Césaire est en progression (+3,7 %, à 1 623 870 passagers), ainsi que la fréquentation hôtelière (+3,3 %, à 1 081 214 nuitées en cumul à fin octobre).

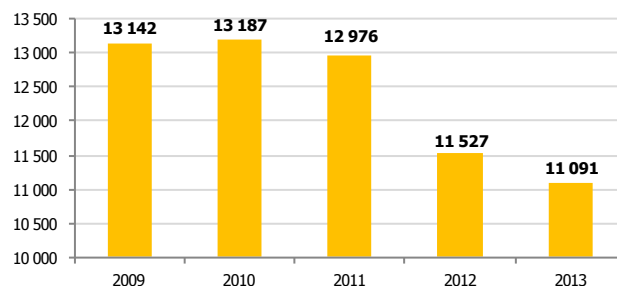
Le segment de la croisière poursuit sa croissance (+12,7 %, à 103 770 croisiéristes). Cette amélioration est notamment liée à la mise en place de nouvelles escales et de nouvelles têtes de ligne au départ de la Martinique.

Ventes de ciment (en tonnes)



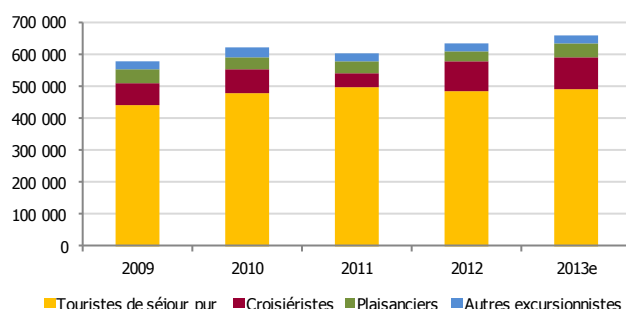
Source : Ciment Antillais

Immatriculations de véhicules particuliers neufs



Source : Association Auxiliaire de l'Automobile

Fréquentation touristique



Source : CMT

LES BANQUES MAINTIENNENT GLOBALEMENT LEURS FINANCEMENTS

Les encours de crédits évoluent de manière hétérogène

En dépit d'une conjoncture économique peu favorable, l'encours sain de crédits atteint 8,0 milliards d'euros à fin 2013, se maintenant à un niveau proche de celui de fin 2012 (+0,2 %). Cette évolution tient à la progression des crédits aux ménages (+2,8 % à 3,2 milliards d'euros) et, dans une moindre mesure, des crédits aux collectivités (+2,9 % à 1,2 milliard d'euros). Pour sa part, l'encours de crédits aux entreprises est en repli (-4,0 % à 3,2 milliards d'euros).

Dans le détail, les crédits d'investissement des entreprises sont en retrait (-2,7 % à 1,6 milliard d'euros). Les crédits d'exploitation sont également en repli (-5,8 % à 0,4 milliard d'euros), sous l'effet d'une baisse des comptes ordinaires (-21,0 %), qui n'est pas compensée par la croissance des crédits de trésorerie (+11,4 %).

Les crédits à la consommation des ménages sont en retrait (-2,7 % à 0,9 milliard d'euros), alors que les crédits à l'habitat restent orientés à la hausse (+5,1 % à 2,3 milliards d'euros).

Les crédits aux collectivités locales, essentiellement constitués de crédits d'investissement, poursuivent leur progression (+3,2 % à 1,2 milliard d'euros).

Les créances douteuses sont en légère hausse

La qualité du portefeuille se dégrade légèrement. Les créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement s'élevaient à 0,5 milliard d'euros à fin 2013 (+3,9 %). Le taux de créances douteuses atteint ainsi 6,8 % (contre 6,6 % fin 2011 et fin 2012).

Les actifs financiers sont en hausse

En 2013, les avoirs des agents économiques progressent pour atteindre 6,7 milliards d'euros en fin d'année (+3,5 %). Toutes les catégories d'actifs sont concernées par cette évolution : les dépôts à vue (+4,3 % à 2,1 milliards d'euros), les placements liquides ou à court terme (+4,3 % à 2,4 milliards d'euros) et l'épargne à long terme (+2,0 % à 2,2 milliards d'euros). S'agissant des ménages, du fait du relèvement des plafonds des comptes d'épargne à régime spécial, la progression se poursuit pour les placements liquides ou à court terme (+3,8 % à 1,5 milliard d'euros). Parallèlement, les ménages portent toujours un grand intérêt à l'épargne à long terme, qu'il s'agisse des contrats d'assurance-vie (+5,2 % à 1,3 milliard d'euros) ou des plans d'épargne logement (+1,6 % à 0,5 milliard d'euros). Dans un contexte économique morose, les ménages semblent ainsi privilégier l'épargne à la consommation.

En fin d'année 2013, la place martiniquaise reste emprunteuse de 1,9 milliard d'euros.

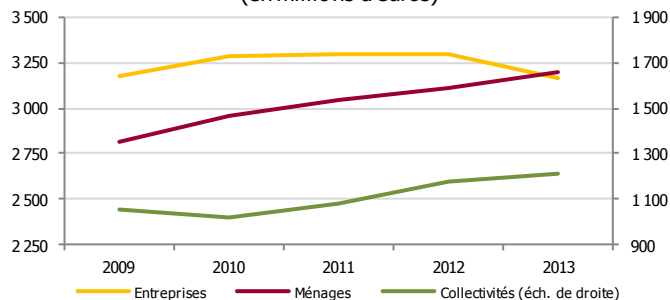
LES PERSPECTIVES DEMEURENT INCERTAINES

Alors que l'économie martiniquaise avait bénéficié d'un rattrapage partiel en 2010 et 2011 après la crise de 2009, la croissance a connu un coup d'arrêt en 2012. En 2013, la conjoncture économique reste morose, avec une activité globalement peu dynamique et des résultats en demi-teinte dans la plupart des secteurs, hormis dans le secteur du tourisme qui connaît une embellie.

Dans les prochains mois, l'économie martiniquaise pourrait bénéficier des effets de certains projets structurants, notamment dans le domaine des transports, et de meilleures perspectives dans le secteur du logement, conséquences de l'augmentation du nombre de permis de construire accordés.

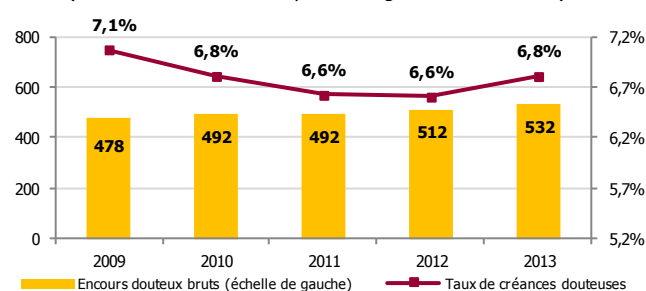
A moyen terme, l'enjeu pour la Martinique reste d'identifier les relais de croissance susceptibles de relancer l'économie et d'enrayer durablement la progression du chômage. Dans les années à venir, le tourisme pourrait constituer un levier de développement privilégié. Le Comité Martiniquais du Tourisme affiche à cet égard l'objectif d'un million de touristes à l'horizon 2020, niveau déjà atteint à la fin des années quatre-vingt dix.

Encours de crédits sains
(en millions d'euros)



Source : IEDOM - Surfî

Encours douteux bruts des établissements locaux
(en millions d'euros et en pourcentage de l'encours brut)



Source : IEDOM - Surfî